

SONDAGE

Présidentielle : pour 8 Français sur 10 les candidats ne parlent pas assez des services à la personne

Pour 82 % des Français, les services à la personne, pourtant créateurs d'emplois et de mieux être, ne sont pas suffisamment abordés par les candidats à l'élection présidentielle.

- *Commandité par la Fédération des services aux particuliers (FESP) auprès de l'IFOP, le sondage auprès des Français sur la place que devraient prendre les services à la personne dans les programmes et les prises de parole des candidats montre le décalage entre l'importance des enjeux socio-économiques de ce secteur et l'insuffisance de leur prise en compte dans la campagne.*
- *Une tendance encore accentuée par rapport aux résultats du même sondage lors des Présidentielle de 2012.*

1

Une campagne qui n'aborde que très peu, les enjeux sociétaux importants aux yeux des Français

Les Français partagent massivement le constat selon lequel les services à la personne ne sont pas un sujet suffisamment abordé par l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle (82 %), un constat partagé de manière homogène quel que soit le candidat soutenu actuellement. Comparativement à l'élection de 2012, ce jugement se révèle largement renforcé, on enregistre en effet une progression de 12 points sur cinq ans.

Parmi les autres sujets soumis à leurs jugements, ce sont les services à la personne qui sont considérés comme les moins suffisamment abordés dans le cadre de cette campagne, devant la sauvegarde du secteur industriel (73 %, +15 points par rapport à 2012), la protection de l'environnement (70 %, +14 points) et la lutte contre le chômage (6 %, +2 points). Pour tous ces sujets, les Français se révèlent donc particulièrement critiques à l'égard de leur traitement dans la campagne électorale actuelle.

Seul le sujet de l'immigration divise. Tandis qu'un Français sur quatre partage le sentiment que ce sujet n'est pas suffisamment abordé par les candidats (41 %, +13 points), ils sont près d'un tiers (31 %) à partager l'avis contraire et 28 % à se satisfaire du traitement qui en est fait.

.../...

Les services à la personne représentent un secteur porteur de retombées positives dans sur de nombreux aspects

Invités à caractériser le secteur des services à la personne, les Français y associent très majoritairement des jugements positifs. Ils reconnaissent à la fois l'importance de ce secteur dans la vie des familles (89 % partagent ce point de vue), et également son poids dans l'économie du pays. Ainsi, 86 % des Français considèrent qu'il s'agit d'un secteur créateur de nombreux emplois, 84 % que c'est un moteur essentiel du développement économique futur et pour plus de sept sur dix qu'il permet de lutter contre le travail au noir (71 %).

Au-delà de l'apport de ce secteur pour l'économie française et pour les familles, plus de huit Français sur dix reconnaissent la qualité des prestations offertes dans ce secteur aux particuliers qui y ont recours (81 %).

L'impact du système de la « subrogation » est majoritairement perçu comme positif, que ce soit dans les foyers pour le pouvoir d'achat des Français (65 %) et leurs finances (60 %) ou encore à l'échelle de l'économie française via la création d'emplois qu'il induit (62 %). C'est donc un large soutien de la part des personnes interrogées qui est ici exprimé, un soutien qui est plus affirmé au sein des personnes âgées de 50 ans et plus et des personnes se déclarant proches du mouvement d'Emmanuel Macron.

Enfin, si les avis contraires sont nettement minoritaires (entre 11 % et 12 % de citations), il convient de relever qu'environ un quart des répondants ne parvient pas à se positionner sur cette question, traduisant probablement en partie une certaine méconnaissance de ce système.

L'avis de la FESP : « *Par leurs réponses massives et sans ambiguïté, les Français indiquent clairement que les services à la personne ne sont pas suffisamment abordés par les candidats, alors que les entreprises, les dirigeants et les intervenants à domicile sont au cœur des grands enjeux de notre pays, dont l'aide apportée à chacun dans sa vie de tous les jours, la création d'emplois et l'innovation, la qualité du service et la lutte contre le travail au noir.* » Maxime AIACH, président de la FESP

Enquête réalisée par l'Ifop pour le compte de la Fédération du service aux particuliers (FESP) du 31 mars au 3 avril 2017 auprès d'un échantillon de 1600 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus interrogé par questionnaire auto-administré en ligne.